

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1098
23 juin 1965
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente-deuxième session
Point 4 b) de l'ordre du jour

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution

Le Conseil de tutelle,

Ayant examiné le rapport de l'Australie sur l'administration du Territoire sous tutelle de Nauru pour 1963-1964 (T/1631),

Ayant entendu les déclarations des représentants de l'Autorité administrante concernant la situation dans le Territoire sous tutelle, ainsi que leurs réponses aux questions posées par les délégations des pays membres du Conseil,

Ayant examiné le rapport de la Mission de visite du Conseil de tutelle dans le Territoire sous tutelle de Nauru, 1965 (T/1636),

Guidé par les dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale),

Tenant compte des conclusions et recommandations du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dans lesquelles, en particulier, est réaffirmé le droit imprescriptible de la population du Territoire sous tutelle de Nauru à l'autodétermination et à l'indépendance et où il est dit, en outre, que le peuple de Nauru doit se voir accorder plein contrôle sur les ressources économiques naturelles du Territoire (A/5800/Add.6),

Fondant sa position sur le droit souverain qu'a tout peuple de disposer de ses propres richesses et ressources naturelles, et sur le fait que toute violation du droit des peuples et des nations à la souveraineté sur leurs richesses et leurs ressources naturelles va à l'encontre de l'esprit et des principes de la Charte des Nations Unies,

Prenant en considération le fait que le peuple de Nauru demande :

L'octroi de l'indépendance à Nauru le 31 janvier 1968;

Le rétablissement de sa souveraineté inaliénable sur les ressources naturelles de l'île - les phosphates - et le transfert à la population de la propriété des phosphates;

Un accroissement des sommes versées aux Nauruans au titre des phosphates extraits dans l'île, conformément aux exigences de la population qui se fondent sur les prix mondiaux;

Un ralentissement du rythme d'extraction des phosphates et aussi la reconstitution de la couche supérieure du sol dans l'île de Nauru;

Tenant compte des vues du peuple nauruan sur les questions touchant le développement politique, économique et social de la population du Territoire sous tutelle^{1/};

1. Réaffirme le droit imprescriptible du peuple de Nauru à l'auto-détermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. Réaffirme le droit du peuple de Nauru à la souveraineté inaliénable sur les ressources naturelles de l'île de Nauru;

3. Invite l'Autorité administrante à faire droit aux demandes du peuple nauruan en vue de l'octroi de l'indépendance à Nauru et, à cette fin, à transférer sans tarder l'intégralité du pouvoir législatif et exécutif au Conseil de gouvernement local de Nauru;

4. Invite en outre l'Autorité administrante à faire droit aux demandes du peuple de Nauru en vue d'un accroissement des sommes versées au titre des phosphates, d'un ralentissement du rythme d'extraction des phosphates et de la reconstitution de la couche supérieure du sol de l'île de Nauru, ainsi qu'à prendre des mesures pour transférer rapidement au peuple nauruan la propriété sur les phosphates de l'île de Nauru.

^{1/} T/1600; T/1603, annexes; T/1636, annexes; également, texte de la déclaration initiale faite par le représentant spécial de l'Autorité administrante à la 1256ème séance, le 15 juin 1965, ainsi que les deux annexes à ce texte.